





Patrice FARAH

## JEAN-LUC ou MOI?

*Le monde d'après.*

Auto-Édition '**L'Eveiller**'  
l- eveiller.fr

Ce livre a été publié sur [www.bookelis.com](http://www.bookelis.com)

ISBN :

© Patrice FARAH

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,  
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre.

***Je vais me jeter dans la mer. (Un fleuve dépressif)***



## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier ma femme et ma fille pour leur patience et leur soutien lors des longues heures passées afin d'atteindre la postérité, le 'Walhalla' des écrivains.

À la réflexion... vous m'avez bien fait suer, non ?

– Toujours derrière ton ordinateur.

– Ce n'est pas ça qui fera avancer dans la maison.

– On peut manger maintenant ?

La petite c'était pire, toujours en train de demander : papa, ceci, papa, cela...

Pour couronner le tout, la question fatale, celle à laquelle tu ne peux pas répondre :

– Dis papa, pourquoi tout n'est-il pas gratuit dans la vie ?

Je ne parle pas des sourires en coin lorsque je parlais de succès !

Je ne remercie personne, à part moi, pour mon admirable courage et ma ténacité sans faille, afin d'offrir au monde, l'ouvrage de référence attendu depuis des millions d'années.

*Patrice*





## AVERTISSEMENT

Le chef-d'œuvre que vous vous apprêtez à lire, regorgeant d'allitérations et d'assonances dans les quelles on perçoit la symbiose romantique rendant le récit plus épique, comporte des scènes de beuveries insoutenables.

Je tiens à présenter mes excuses à la sécurité routière, toujours présente pour notre bien-être, sur nos belles routes de France et de Navarre. Certaines mauvaises langues lui prêteraient des idées mercantiles, quant à l'augmentation du nombre de radars, conjuguée avec la limitation, sur les routes départementales, à quatre-vingts kilomètres-heure, pour le nombre de kilomètres parcourus, tant en voiture qu'en moto, sous imprégnation alcoolique.

Ce n'est pas bien ! (Mea-culpa)

Je présente aussi mes excuses les plus sèches à la ligue antialcoolique et à mon foie tant mal mené lors de cet admirable et épique récit. (Deuxième fois ou foie.)

À ce sujet, j'ai trouvé le moyen, par des cachets, d'éviter une greffe du foie : je vais à la poste les chercher !

Ne dit-on pas : « *Le cachet de la poste faisant foie.* »

Mes excuses les plus plates au français, à la grammaire et à la syntaxe (priez pour nous), que je vais sûrement malmenier tout au long de cette inoubliable épopée d'un homme d'exception jetant un œil critique sur son époque.

Je tiens aussi à ne pas présenter mes excuses aux personnes et catégories de personnes que j'accable de mon courroux, en des termes quelquefois bien sentis.

Néanmoins, ça fait près de cinquante-neuf ans, selon l'expression consacrée dans ' Les Tontons flingueurs ', film culte: « *Que vous me les brisez menues* ». C'est vrai, vous l'avez remarqué aussi, je ne fais pas mon âge. Cinquante-neuf ans, comme le temps passe ! Si je vous disais, mon bon monsieur... Pardon, je digresse.

Je tiens particulièrement à présenter mes excuses à : .....

.....

(Mettre le nom que vous désirez),

pour .....

.....

(Mettre le fait qui selon vous requière mon mea-culpa.)

Je tiens enfin à adresser mes excuses au monde, pour ne pas avoir eu la clairvoyance d'en avoir été le maître. J'aurais régulé l'économie, fait cesser le chômage, uni les peuples, dépollué la planète, inventé des énergies vraiment renouvelables, et le septième jour, je me serais reposé. Il vous sera difficile, après la lecture de ce chef-d'œuvre, de choisir pour 2022 entre Jean Luc ou moi !

- CHAPITRE PREMIER -  
**(Deux corps des, de corps des...,  
deux cordées, décor des..., de cordée)**

Je profite de ce long confinement pour remettre au goût du jour mon ouvrage écrit en 2013. J'ai changé son titre, rajouté des chapitres, amélioré son architecture ainsi que la syntaxe et l'orthographe. Je ne pouvais commencer, sans dire quelques mots sur la façon, quelque peu cavalière, avec laquelle est traitée la pandémie par notre gouvernement, et les scandales à répétitions qui émaillent cette sombre période. Outre les tardifs regrets de l'ancienne ministre de la Santé, il convient, en toute objectivité, de revenir à la genèse de ce fléau.

Les autorités chinoises ont commencé dès la fin de l'année 2019 à arrêter arbitrairement les lanceurs d'alertes qui révélaient l'existence d'un virus très dangereux. Il est maintenant connu de tous : que les premiers cas avérés de coronavirus ont été relevés en novembre 2019 et non en janvier 2020. Le 12 janvier 2020, l'OMS déclare l'existence d'un nouveau coronavirus. Le 13 janvier 2020, un premier patient de 61 ans décède à Wuhan. Le 24 janvier 2020, au soir, en France, le ministre de la Santé confirme que trois premiers patients sont atteints par le coronavirus. Ils sont hospitalisés dans l'hexagone. Le 31 janvier 2020, en chine, le bilan de la pandémie est de : 1000 personnes contaminées et 213 décédées.<sup>1</sup>

Pendant ce temps en France, Agnès Buzyn, l'ex-ministre de la Santé devenue candidate à la mairie de Paris, affirme, dans des confessions exclusives au quotidien le Monde, avoir été parfaitement au courant de la menace réelle de la pandémie pour la France : « *Dès le 11 janvier, j'ai envoyé un message au président sur la situation* ».

Ajoutant qu'elle aurait averti le Premier ministre Édouard Philippe de l'impossibilité de tenir les élections municipales !

Ce qui ne l'empêche pas de donner son accord, le 16 février 2020 pour remplacer le candidat LREM à la mairie de Paris, mis hors jeu à cause d'une vidéo compromettante. Après le premier tour, elle déclare : « *On aurait dû tout arrêter, c'était une mascarade. La dernière semaine a été un cauchemar, j'avais peur à chaque meeting.* » Le 23 janvier 2020, encore ministre de la Santé, elle assurait aux Français que : « *Le risque d'introduction en France était faible* ». Selon ses dires, elle avait déjà connaissance de projections pessimistes.<sup>2</sup>

Les mensonges et l'amateurisme du gouvernement vont s'amplifier jusqu'au confinement d'une partie de la population et certainement au-delà. Le vendredi 6 mars 2020, à la sortie du théâtre Antoine, le chef de l'État déclarait : « *La vie continue. Il n'y a aucune raison, mis à part pour les populations fragilisées, de modifier nos habitudes de sortie.* » Déclaration faite, alors que l'OMS accuse certains pays de ne pas prendre la menace suffisamment au sérieux. Dans le monde, le nombre de cas de contaminations au coronavirus flirte, à cette date, avec les 100 000 personnes infectées et déjà 3 385 en étaient mortes. Quel sens des responsabilités de la part de notre apprenti dictateur ! Contre toutes attentes, et pourtant au courant des risques sanitaires que cela pouvait générer, le gouvernement maintient le premier tour des élections municipales le 15 mars 2020.

Il paraît qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis, apparemment, le gouvernement fait mentir le dicton, car le 16 février 2020, notre girouette de président déclarait l'état d'urgence sanitaire et un confinement partiel d'une partie de la population française pour le lendemain à midi. Le 'Rantanplan' de l'intérieur, fidèle à sa doctrine du 'tout répressif', déjà mise en œuvre depuis près de deux ans, menaçait les contrevenants d'une amende de 38 €.

Mais dès le mercredi 18 mars 2020, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, incitait les Français à aller travailler alors, que dans le même temps, le confinement était imposé à tous pour

lutter contre l'épidémie. Pour notre bafouilleuse en cheffe de ministre du Travail : *« Ce n'est pas contradictoire ». « La règle est de rester chez soi, sauf pour aller chercher de l'alimentaire, pour aller voir un médecin et pour aller travailler. C'est important d'aller travailler. Je veux le dire, la caissière, le chauffeur-livreur, celui qui met en rayon... ils ont un rôle essentiel pour la Nation. »* Cela pourrait se comprendre si lesdits travailleurs bénéficiaient de protections particulières. Que nenni ! Notre admirable personnel soignant, passé de chairs à lanceurs de balles de défense à héros de la nation, n'a : ni masques ni matériel de protection en quantité suffisante. Pourtant il est en première ligne dans la lutte contre la pandémie !

Nous entrons de plain-pied dans l'un des plus grands scandales sanitaires de ce siècle naissant. La pénurie de masques est avant tout une histoire de ' gros sous '. Il y a deux types de masques : les masques chirurgicaux destinés aux malades pour protéger leur entourage, et les masques respiratoires dits FFP2, qui protègent contre l'inhalation d'agents infectieux. En mai 2009, lors de l'épidémie de grippe (AH1N1), les stocks de masques FFP2 relevant du ministère de la Santé étaient évalués à 580 millions d'unités (dont 229 millions étaient périmés) : 463 millions pour le stock stratégique et 117 millions pour le stock des établissements de santé. Au mois de juin de la même année, 400 millions de masques FFP2 supplémentaires avaient été commandés.<sup>3</sup>

En 2011, il a été décidé qu'il n'était pas nécessaire de mettre en place une réserve de masques FFP2 ! À cette époque, la France en disposait de 600 millions, qui avait une durée de vie de quatre ou cinq ans.

En 2013, le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) considère que : *« le recours systématique aux masques de protection respiratoire de type FFP2 a montré ses limites en matière d'efficacité, car la gêne voire la difficulté respiratoire liée à leur port conduisait à un faible taux d'utilisation »*. Il fut décidé, par mesure d'économie, que « la

*constitution de masques de protection des personnels de santé (notamment FFP2) serait à la charge des employeurs. »* Les hôpitaux publics ayant vu leurs crédits se réduire drastiquement par les différents gouvernements, vous pouvez vous douter que l'achat de masques n'était pas leur priorité. De ce fait, les réserves d'État en FFP2 ont fondu au fil des ans. Ce n'est pas tout. Le mirage de la mondialisation faisant, la France est tributaire de la capacité industrielle des pays asiatiques aux dépens de la production nationale. Les fabricants chinois étant défaillants, nous nous retrouvons, du jour au lendemain, avec plus que quatre grandes entreprises, sur le territoire français, capables de confectionner des masques. Ces dernières sont submergées de commandes pour plusieurs centaines de millions de masques. Commandes qui ne peuvent, bien sûr, pas être honorées.

Alors que le monde entier était au courant du risque de pandémie, les incompetents qui nous gouvernent envoient, au mois de février 2020, 17 tonnes de matériel médical en chine, dont un bon nombre de masques chirurgicaux. Notre ancienne madame Irma de ministre de la Santé ne déclarait-elle pas le 26 janvier 2020 : *« Il n'y aura pas de pénurie de masques en cas d'épidémie du virus Covid-19 sur le sol français »*. Voilà pourquoi, en quelques explications, nos travailleurs et notre personnel soignant se retrouvent sans masques pour se protéger et nous protéger. La radio « France bleue » relate l'histoire d'un Haraultais qui est actuellement en Chine pour des raisons professionnelles, et qui s'étonne que la France n'y achète pas davantage de masques de protection, alors que ces derniers y sont produits par millions, depuis que les entreprises se sont remises en marche. *« Il n'y a aucune autorité qui s'occupe d'acheminer les masques. Chacun attend le feu vert providentiel de quelqu'un, et donc ça traîne. »* Pour ce collectif de médecins, il aurait fallu agir plus rapidement, dès le 30 janvier, lorsque l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a qualifié l'épidémie d'urgence de santé publique internationale. Concrètement, le gouvernement aurait

dû « *constituer des stocks de protections (masques, blouses, lunettes, gants...)* », mais aussi « *acheter des tests en quantité importante* » et « *suivre les recommandations de la même OMS* », à savoir : « *procéder au dépistage systématique* ». Une technique, selon ces médecins, qui aurait permis de repérer et d'isoler les personnes asymptomatiques alors que l'on compte un malade pour cinq porteurs sains. « *Cela a été fait avec succès en Corée du Sud et aurait dû être un modèle pour l'Europe* », déplore encore l'avocat du collectif.

Ce gouvernement a vraiment tout fait en dépit du bon sens. Il convient de s'attarder sur le cas du professeur Raoult et de son traitement. Ce dernier propose un traitement (hydroxychloroquine et Azithromycine) efficace et peu coûteux, comme remède au coronavirus. Il est tout d'abord discrédité par l'ensemble de la macronie, BFM en tête. Le chien de garde de service à l'ego démesuré : Patrick Cohen n'est pas en reste, quand il se permet de donner une leçon d'épidémiologie au professeur Raoult, sommité médicale dans ce domaine ! Le fait que : ce dernier ait crié au scandale, pointant le risque de conflit d'intérêts, quand Agnès Buzyn, la femme de l'ancien PDG de l'INSERM Yves Lévy qui refusa de reconnaître l'IHU de Marseille, fut nommée ministre de la Santé n'y est pas étranger. Je ne suis ni complotiste ni même spécialiste de santé, mais que penser du classement, par un arrêté en date du 13 janvier 2020, de l'hydroxychloroquine sur la liste II des 'substances vénéneuses' ? Les autorités de santé justifient leur décision en arguant que c'est pour : « *Protéger les patients qui pourraient l'utiliser d'une manière non optimale et potentiellement dangereuse pour leur santé.* » Soit, mais le timing n'est pas très approprié ! L'hydroxychloroquine, en vente libre depuis des dizaines d'années sous le nom commercial de Plaquenil, présenterait maintenant un risque selon l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé ! On peut légitimement se poser la question : pourquoi ont-ils laissé

un tel produit en vente libre, alors qu'il était potentiellement dangereux ?

Les attermolements du gouvernement, et de l'administration ont certainement coûté la vie à beaucoup de Français. Que dire de la gestion encore plus désastreuse des tests de dépistage ? L'administration française tentaculaire et totalement inefficace a refusé à plusieurs laboratoires la fabrication de tests pour : « *Non-respects des procédures* » ! Le pays est en urgence sanitaire, et ces 'têtes de nœud' ont retardé l'utilisation du traitement du professeur Raoult, et ils continuent à refuser la fabrication de tests de dépistage et la nationalisation puis la réouverture de l'usine Luxfer, seule usine en France à fabriquer des bouteilles d'oxygène médical utilisées aujourd'hui par les hôpitaux pour accompagner la respiration des victimes de la pandémie, celles dont l'Italie manque cruellement aujourd'hui. Que dire des Agences Régionales de Santé, organismes opaques qui sont en totale déconnexion avec la réalité du terrain, qui causent beaucoup plus de dégâts qu'ils n'apportent d'aide à l'hôpital public ? Je ne critique pas les mesures de confinement, mais si l'on avait eu à faire, comme en Allemagne ou en Corée du Nord, à des personnes sérieuses qui avaient pris à bras le corps la pandémie, nous ne subirions pas une aussi longue privation de liberté. Ils ont été plus réactifs sur le volet répressif et antisocial avec la loi d'urgence sanitaire. Que dire de la situation dramatique dans les EHPAD ! Ne rajoutons pas de l'angoisse là où l'on a besoin de sérénité. Il est maintenant prouvé que le gouvernement n'a pas promulgué un décret facilitant l'euthanasie. Comme l'explique la direction générale de la Santé : « *Ce décret vient assouplir les conditions et modalités de prescription et de délivrance de certains médicaments utilisés dans le cadre de la prise en charge palliative.* » Cette fausse information est partie d'une déclaration d'un abruti du rassemblement national en mal de publicité. De toutes les façons, pas besoin d'euthanasie : beaucoup de personnes âgées paieront de leur vie l'amateurisme de nos



gouvernants. Si l'on peut résumer la situation : il n'y a que les chiens de garde du gouvernement qui le défendent encore bec et ongles, n'hésitant pas à mentir, dénigrer et salir toutes les voix qui s'élèveraient pour dire la vérité sur la gestion calamiteuse de la pandémie.

Mais, espèce de médisant, des millions de masques arriveront... Fin juin, pour un déconfinement mi-mai ! Macron a, encore une fois, raté son rendez-vous avec les Français. C'est en cette occasion qu'il aurait dû avoir une posture inflexible dans la gestion de la crise. Il a préféré s'en remettre à un comité de scientifiques, grassement rétribués par l'industrie pharmaceutique, qui changeaient d'avis comme de chemise. Il a essayé de reprendre une posture de chef de guerre, mais cela a tourné court. Lors de sa dernière allocution télévisée, aux accents de la France Insoumise, il envisageait une planification, alors que Jean Luc Mélenchon l'appelait de toutes ses forces depuis des semaines ! Il préconisait, sur recommandation du MEDEF, l'ouverture des écoles, des collèges et des lycées, sans aucun dépistage pour les élèves, le personnel et les enseignants. Alors que les universités et les lieux accueillants du public resteraient fermés. La bêtise et l'irresponsabilité à l'état pur. Chassez le naturel, il revient au galop. Malgré le battage médiatique, l'aumône faite aux plus démunis et la prime aux fonctionnaires, à bon compte sur l'emprunt massif, l'histoire retiendra : que ses tergiversations ont coûté la vie à des milliers de Français. Sincèrement, ferez-vous confiance à cette engeance pour affronter l'après-pandémie ? La présentation du déconfinement indique une vraie usine à gaz ! Comment peut-on déconfiner sans tests en nombres suffisants, avec des masques obligatoires dans les transports publics, vendus à des prix délirants. C'est une honte. Que l'on écoute la France insoumise qui préconise la gratuité des masques. Il faudra aussi que la grande distribution et le gouvernement s'expliquent sur cette soudaine abondance de masques à la vente, alors que le personnel soignant en a cruellement manqué !